



PREFECTURE DU JURA

**Arrêté préfectoral relatif à l'information  
des acquéreurs et des locataires de biens  
immobiliers sur les risques naturels et  
technologiques majeurs sur la commune  
de SAINT-CLAUDE**

Arrêté DDT n°2011-550

**La Préfète du Jura  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.125-5 et R 125-23 à R 125-27 ;

Vu le décret n° 2005-134 du 15 février 2005 relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs ;

Vu le décret n° 2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2011-84 du 8 mars 2011 portant approbation de la liste des communes sur les territoires desquels s'appliquent l'obligation de l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2307 du 30 novembre 1998 portant approbation du plan de prévention des risques inondations de la Bienne et le Tacon

Vu l'arrêté préfectoral n°586 du 30 mai 1996 portant approbation du plan de prévention des risques mouvement de terrain de Saint Claude et environs

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Jura ;

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Cet arrêté annule et remplace l'arrêté n°2006-793 du 28 avril 2006

#### Article 2 :

La liste des risques naturels prévisibles et des risques technologiques auxquels la commune de SAINT-CLAUDE est exposée, sur tout ou partie de son territoire, est définie comme suit :

- Risque sismique (zone d'aléa Modéré)
- Risque naturel prévisible : inondation ( la Bienne et le Tacon)
- Risque naturel prévisible : mouvement de terrain

#### Article 3 :

Dans le cadre de l'information des acquéreurs et locataires (IAL) de biens immobiliers situés sur la commune de SAINT-CLAUDE, le dossier d'information est annexé au présent arrêté.

Ce dossier comprend :

- a) une fiche comportant la mention des risques naturels et technologiques pris en compte ;*
- b) la liste des documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer :*
  - décret 2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français.
  - plan de prévention des risques inondations de la Bienne et le Tacon approuvé le 30 novembre 1998
  - plan de prévention des risques mouvement de terrain de Saint Claude et environs approuvé le 30 mai 1996
- c) la cartographie des zones exposées de la commune de SAINT-CLAUDE :*
  - extrait cartographique du niveau de sismicité réglementaire attaché à la commune et fiche explicative précisant la nature du risque.
  - extraits cartographiques du PPR inondation de la Bienne et le Tacon et fiche explicative précisant la nature du risque
  - extraits cartographiques du PPR mouvement de terrain et fiche explicative précisant la nature du risque
- d) adresse du site internet sur lequel est disponible la liste des arrêtés portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique sur le territoire de la commune ([www.prim.net](http://www.prim.net)).*

La mise à jour du dossier d'information est instruite par la direction départementale des Territoires du Jura au regard des conditions mentionnées à l'article L 125.5 du code de l'environnement.

#### Article 4 :

Ce dossier est consultable à la mairie de SAINT-CLAUDE, à la préfecture du Jura – SIDPC, à la sous-préfecture, à la direction départementale des Territoires du Jura.

Le dossier est accessible sur le site internet dédié ([www.jura.gouv.fr/ial](http://www.jura.gouv.fr/ial)) de la préfecture ([www.jura.gouv.fr](http://www.jura.gouv.fr)) et de la direction départementale des Territoires du Jura ([www.jura.equipement-agriculture.gouv.fr](http://www.jura.equipement-agriculture.gouv.fr)).

#### Article 5 :

Le présent arrêté s'applique à compter de la date d'entrée en vigueur du décret n°2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique, à savoir le 1er mai 2011.

#### Article 6 :